

PAR COURRIEL

Québec, le 23 janvier 2023

Monsieur

**Objet : Demande d'accès à l'information
N/Réf. 0101-499**

Monsieur,

La présente fait suite à votre demande d'accès reçue le 20 décembre 2022 par laquelle vous désirez obtenir de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) les documents suivants :

Une liste de documents qui portent sur la Station de ski Mont-Sainte-Anne, entre 1994 et aujourd'hui, comprenant :

- Les actes notariés;
- Les contrats entre la Sépaq et les opérateurs de la station de ski;
- Les contrats entre opérateurs de la Station de ski Mont-Sainte-Anne qu'a en sa possession la Sépaq.

Actes notariés

En premier lieu, voici la liste des actes qui ont été publiés au Registre foncier.

Acte	Numéro d'inscription au Registre foncier
Acte de cession de la Sépaq en faveur de 9007-8635 Québec inc.	126 316
Acte de cession de la Sépaq en faveur de 9007-8643 Québec inc.	126 317
Actes de cession d'immeubles de la Sépaq en faveur de 9008-3221 Québec inc.	126 318, 126 319, 126 321, 126 323, 126 324, 126 325, 126 326, 126 327, 126 328, 126 329, 126 330, 126 331, 126 332, 126 333, 126 334, 126 335, 126 336, 126 337, 126 338, 126 339
Acte de cession de 9008-3221 Québec inc. en faveur de la Sépaq	126 320
Acte de cession de 9008-3221 Québec inc. en faveur de la Sépaq (bail emphytéotique)	126 322
Acte de cession à la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	17 584 960
Acte de cession à Giovanni Gerometta et Andrée Tremblay	18 515 586
Acte de cession à la Ville de Beaupré	20 534 328
Acte de cession à Michel Légaré et France Bouchard	20 536 943
Acte de cession à Lancar Immobilier inc.	21 529 639
Acte de cession à Denis Gagné	23 530 263

Acte	Numéro d'inscription au Registre foncier
Acte de cession à Lancar Immobilier inc.	23 534 784
Acte de cession à Lancar Immobilier inc.	23 614 764
Acte de cession à Lancar Immobilier inc.	23 614 765
Acte de cession à Nomalo inc.	23 841 079
Acte de cession à 9429-7082 Québec inc.	26 008 161
Acte de cession à Lancar Immobilier inc.	26 008 162
Acte de cession à 9429-7082 Québec inc.	En attente de publication
Acte de servitude en faveur de Corporation des sentiers récréotouristiques de la Côte-de-Beaupré	26 239 517
Acte de servitude pour le Legs des Pionniers	27 091 578

Contrats entre la Sépaq et les opérateurs de la station de ski

Une convention additionnelle est intervenue entre la Sépaq et Station Mont-Sainte-Anne inc. le 18 avril 2008, laquelle a été modifiée en 2015. Toutefois, nous ne pouvons vous fournir plus d'explication sur celle-ci comme demandé. En effet, le 4 janvier dernier, nous vous informions que des observations ont été demandées à MSA conformément aux prescriptions de la Loi. Une réponse nous a été transmise le 6 janvier 2023 par laquelle MSA s'oppose à la divulgation de celle-ci.

Les observations reçues nous convainquent que le document est substantiellement constitué de renseignements qui doivent être protégés en vertu des articles 14, 23 et 24 de la Loi. En effet, ce document contient substantiellement des renseignements financiers, commerciaux et techniques qui leur appartiennent, qu'ils traitent de façon confidentielle et dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer une perte, de procurer un avantage appréciable à un tiers ou nuire à leur compétitivité. Par ailleurs, la lecture de la réponse de MSA nous révèle que, vraisemblablement, la divulgation de renseignements contenus dans ce document leur causerait un préjudice sérieux et procurerait au surplus un avantage indu à une autre personne de sorte que le document est protégé en vertu de l'article 21 de la Loi.

Contrats entre opérateurs de la Station de ski Mont-Sainte-Anne qu'a en sa possession la Sépaq

Finalement, la Sépaq n'a pas en sa possession des contrats qui seraient intervenus entre opérateurs de la Station de ski Mont-Sainte-Anne.

Considérant que votre demande a été traitée conformément aux dispositions de la Loi, nous vous rappelons que vous pouvez demander la révision de la présente décision à la Commission d'accès à l'information, sur demande faite dans les trente (30) jours de la date de la présente décision, en vous conformant aux articles 135 et suivants de la loi précitée. À cette fin, un avis de recours est joint à la présente.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice des affaires juridiques et de la gestion contractuelle,

Original signé

Marika Bussière, avocate, ASC

p. j. Extrait de la Loi
Avis de recours

© Éditeur officiel du Québec
Ce document n'a pas de valeur officielle.

Dernière version disponible
À jour au 13 octobre 2022

chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

(...)

14. Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

1982, c. 30, a. 14.

(...)

Renseignements ayant des incidences sur l'économie

21. Un organisme public peut refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de révéler un emprunt, un projet d'emprunt, une transaction ou un projet de transaction relatifs à des biens, des services ou des travaux, un projet de tarification, un projet d'imposition d'une taxe ou d'une redevance ou de modification d'une taxe ou d'une redevance, lorsque, vraisemblablement, une telle divulgation:

- 1° procurerait un avantage indu à une personne ou lui causerait un préjudice sérieux; ou
- 2° porterait sérieusement atteinte aux intérêts économiques de l'organisme public ou de la collectivité à l'égard de laquelle il est compétent.

1982, c. 30, a. 21.

(...)

23. Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 23.

24. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 24.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.